

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL DU 6 JUILLET 2015

Envoyé en préfecture le 29/07/2015

Reçu en préfecture le 29/07/2015

DELEGUES :	SEBA EAU
Nombre	79
Quorum	40
Présents	44
Pouvoirs	5
Votants	49
Abstentions	2
Suffrages exprimés	47
Majorité requise	24
Pour	22
Contre	2

OBJET : N° 1.1 - ORGANISATION INSTITUTIONNELLE – INVESTISSEMENTS LOCAUX - CRITERES DE PRIORISATION -

L'an deux mille quinze, le six du mois de juillet, à dix-sept heures trente, les membres du COMITE SYNDICAL du SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, se sont réunis au siège du Syndicat à la Sigalière à LARGENTIERE, sur la convocation qui leur a été adressée par le Président du Syndicat conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 5211-8), sous la présidence de Monsieur Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, participent à la présente délibération tous les délégués énumérés ci-dessous.

Titulaires présents avec voix délibérative :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. LANGLET Patrick (Les Assions) / CONSTANT Bernard (Balazuc) / FAUGIER Christian(Chandolas)/ MME MOUTERDE Hélène et M. SERRE-CHAMARY René (Chassiers) / M. PLANTEVIN Patrick (Chauzon) / Mme TAULEIGNE Lise (Fabras) / MM. PASCAL Jean (Faugères) / LEYNAUD Jean-Marc (Joannas) / FLAMBEAUX Patrice (Labeaume) / CHARRON Claude et ORIVES Eric (Lalevade d'Ardèche) / ROSE Hermand (Largentièrre) / VIELLARD Jean-Léon (Pradons) / CUTTIER Jean-François (Prunet) / AUDIBERT François (Ribes) / PERBOST Serge et CHARRIERE Jacques (Ruoms) / DEVANCIARD Gilles (St Alban Auriolles) / GARRIDO Jean-Manuel (St André de Cruzières) / MERINE Philippe (St Privat) / OZIL Raymond (Sampzon) / DUGAS Laurent (Tauriers) / LECOSSOIS Jean-Marie (Uzer) / SAUBIN Philippe et LACROTTE Robert (Vals-Les-Bains) / VEYRENC Eric (Vernon) / GRASSET Guillaume et MANENT Pierre (Vinezac)	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> M. CIVIER Stéphane (Aubenas) / Mme CHASTAGNIER Geneviève (Joyeuse) / M. IMMACOLATO Jean-Pierre et Mme MAIRESSE Nadine (Vallon Pont d'Arc) <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC :</u> M. MARRON Jacques <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u> MM. BACCONNIER Jean-Claude et FALLOT Joseph <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat ST ETIENNE-DE-FONTB./ ST SERNIN :</u> M. DURIEU Jean-Marie <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> MM. GARRIDO Jean-Manuel (CDC Pays des Vans en Cévennes) / MANENT Pierre (CDC Vinobre)
--	---

Titulaires ayant donné procuration :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes:</u> M. PONTHER Jean-Yves (Labégude) à M. SAUBIN Philippe M. CLADT Bernard (Labégude) à M. PASCAL Jean M. ROURISSOL Denis (St Privat) à M. MERINE Philippe	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> Mme TOURRE Nathalie (Joyeuse) à Mme CHASTAGNIER Geneviève <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> M. PONTHER Jean-Yves (CDC Aubenas-Vals) à M. LACROTTE Robert
--	--

Titulaires excusés :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes:</u> M. BALMELLE Robert (Berrias -Casteljau) / Mme CHAGOT Patricia (Grospièrres) / MM. RISSE Michel (Malbosq) / BELLOT James (Meyras) / RAMANMALI Angelin (Montréal) / GIBERT Alain (Rocles) / SERRE Michel (St Alban Auriolles) / MEISS Bernard (Saint Andéol de Vals) / JAUFFRE Michel (St Pierre de Colombier) / OLIVIER Robert (Sanilhac) /	
---	--

Titulaires absents :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. VENDEVILLE Patrice (Banne) / MATHIEU Jean-Claude (Beaulieu) / GIRAUD Jacky (Chazeaux) / CHAMBON Roland et BALAZUC Thierry (Lachapelle S/s Aubenas) / Mme AMET Maryse (Largentièrre) / MM. LEGENDRE Yves (Laurac en Vivarais) / VEYRENC Yves (Pont de Labeaume) / IMBERT Guy (Rocher) / Mme KONARZEWSKI Jessica et M. ROURE Sébastien (Rosières) / Mme MESSAoudi Simone (Ruoms) / MM. BOISSEL Jean-Luc (St Julien du Serre) / SOUTEYRAND Marc, Mme CHARROUD Annie et M. AVIAS Cyrille-Christophe (Ucel) / Mme EL FARKH Marie (Vals-Les-Bains)	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. ETIENNE Claude (Chirols) / CONTESSO Franck (Fons) / BARALE Ange (Vallon Pt d'Arc) <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC :</u> MM. CHAULET Edouard et UGHETTO René <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u> Mme CHAGNOL Dominique et M. LADREY Jean-Pierre <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> Mme CHAGNOL Dominique (CDC Gorges Ardèche)
--	---

Suppléants présents avec voix délibérative :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. MAURICE Fabrice (Grospièrres) / CHEVALIER Philippe (Meyras) / VAN DYCK Gaston (Rocles) / PASCAL Mehdi (St Andéol-De-Vals) / FARGIER Gérard (St Pierre De Colombier)	
---	--

Le Secrétaire de séance est : Mme Lise TAULEIGNE

- 1/3 -

« La Sigalière » – Les Vergnades – 07110 LARGENTIERE

Tél. 04 75 89 96 96 – Fax : 04 75 89 96 97 – E.mail : administration@seba-eau.fr - Site internet : www.seba-eau.fr

**OBJET : N° 1.1 - ORGANISATION INSTITUTIONNELLE –
INVESTISSEMENTS LOCAUX - CRITERES DE PRIORISATION -**

Envoyé en préfecture le 29/07/2015

Reçu en préfecture le 29/07/2015

Affiché le



ID : 007-250700267-20150706-2015CS070024-DE

Le SEBA est un acteur important en sud-Ardèche en matière d'eau potable et d'assainissement. Sa compétence concerne le territoire de 86 communes dont 44 en eau potable et 37 en assainissement. Ces trois dernières années, plus de 8 millions d'euros ont été mandatés par exercice au titre des programmes d'investissement.

Pour éclairer ses choix, le SEBA travaille notamment sur la base de schémas directeurs. Ces derniers ont permis de réaliser ou de programmer des travaux pour répondre aux priorités de premier niveau : droit à disposer de l'eau potable à un coût économiquement acceptable, amélioration et sécurisation de l'approvisionnement en eau potable des zones déficitaires (quantité et/ou qualité) ; remise à niveau des équipements existants et renouvellement des conduites pour l'eau potable ; travaux dans des secteurs à risques environnementaux ou sanitaires, remise à niveau des équipements existants et réhabilitation des collecteurs dans le domaine de l'assainissement collectif.

Par contre, en ce qui concerne les priorités de second niveau, les demandes dépassent les possibilités budgétaires du SEBA (sauf à s'orienter vers une hausse du prix de l'eau pour l'abonné). Il s'agit de travaux touchant notamment à la desserte de nouvelles zones ouvertes à l'urbanisation et à l'extension des réseaux de collecte des eaux usées pour desservir des habitats existants, mais aussi, au renforcement de réseau (zones bâties et desservies mais branchements pour constructions nouvelles impossibles) et à des interventions sur les ouvrages dans le cadre de programmes combinés : eau potable/ assainissement collectif, assainissement collectif/ pluvial, eau potable/défense incendie...

A titre d'information, le budget voté pour l'exercice 2015 pour les travaux en lien avec l'urbanisme est de 350 000 €HT en eau potable et de 200 000 € HT en assainissement.

Il y a donc lieu, au sein des enveloppes votées lors du budget primitif et dans le respect de celles-ci, de définir les critères qui vont conduire à engager tel ou tel programme de travaux sur telle ou telle commune.

Le Comité Syndical du 9 décembre 2013 a pris des décisions quant aux financements des investissements à caractère local, à savoir :

- Suppression des participations communales pour les opérations liées aux « travaux neufs » et « travaux préalables aux opérations de tiers public » ;
- Réduction au taux de 50% des participations communales pour « travaux liés aux opérations d'extension et/ou renforcement d'urbanisme et de zones d'activités économiques », en dehors des coûts de maîtrise d'œuvre et des coûts spécifiques type branchements assumés entièrement par le SEBA ;
- Subventions et participations au financement de l'assainissement collectif conservées par le SEBA.

Afin de déterminer si les travaux relèvent de l'opération « Travaux en lien avec l'urbanisme » ou de l'opération « Travaux neufs pour desserte d'habitats existants » (si la zone comporte des parcelles déjà construites non desservies et des parcelles à construire), il est proposé de travailler sur les bases suivantes, après débat au sein de l'Exécutif et de la Commission des travaux :

- Définition de la zone à desservir par la commune, sur la base du document d'urbanisme s'il existe ;
- Si la surface des parcelles bâties non desservies par le réseau est inférieure à la surface des parcelles constructibles, le programme relève de « travaux en lien avec l'urbanisme » et la commune apporte un co-financement à hauteur de 50% du coût du réseau principal ;
- Si la surface des parcelles bâties non desservies par le réseau est supérieure à la surface des parcelles constructibles, le programme relève de la desserte d'habitat existant. Il n'est alors pas fait appel à des participations communales et le programme est engagé en fonction des priorités syndicales.

AFIN DE PRIORISER LES TRAVAUX EN LIEN AVEC LE DEVELOPPEMENT URBANISTIQUE, il est proposé de mettre en place un coût de référence par nouveau branchement sur la base de 15 000 € HT en eau potable et de 10 000 € HT en assainissement collectif, ce qui induit pour chaque programme une dépense éligible.

Il est proposé de travailler sur les bases suivantes, après débat au sein de l'Exécutif et de la Commission des Travaux :

- Prise en compte du coût global du programme (travaux, honoraires, divers et imprévus) ;
- Si ce coût est inférieur à la dépense éligible, le dossier est pris en compte dans la programmation annuelle et une participation communale à hauteur de 50% est appelée (dispositions du CS du 9 décembre 2013) ;
- Si ce coût est supérieur à la dépense éligible : le montant de cette dépense éligible est financé comme indiqué ci-dessus et le reste des dépenses est financé en totalité par la collectivité compétente en urbanisme.

Après une période de mise en œuvre et d'évaluation, les coûts de référence pourraient être amenés à évoluer.

AFIN DE PRIORISER LES AUTRES TRAVAUX A CARACTERE LOCAL, il est proposé d'utiliser la grille d'indicateurs et de critères ci-dessous. Chaque programme sera évalué au travers de cette grille. Il appartiendra aux membres du Collège Exécutif de rendre les arbitrages nécessaires. Un rendu sera fait ensuite à la Commission Travaux.

INDICATEUR	CRITERES	OBSERVATIONS
<u>Temps de retour sur investissement et coût plafond d'un branchement (15 000 € en eau potable et 10 000 € en assainissement)</u>	TRI inférieur à 25 ans : investissement recevable TRI sup. à 25 ans : à discuter Si dépassement du coût plafond, privilégier une solution autonome, hors réseau public	TRI : Dépenses d'investissement (déduction faite subvention et PFAC) divisées par recettes d'exploitation nouvelles sur un an
<u>Fonctionnement global du réseau</u>	Action améliorant le fonctionnement global Action détériorant le fonctionnement global Inchangé	Par exemple, station d'épuration en sous-charge ou sur-charge
<u>Coût d'exploitation spécifique au programme</u>	Coût supérieur à situation actuelle Coût inférieur à situation actuelle Inchangé	Par exemple, nécessité d'un poste de refoulement
Subvention	Subvention acquise Subvention potentielle Non subventionnable	Recherche optimisation financière (travaux sous maîtrise d'ouvrage communale)
Programmes combinés	Action liée à une action d'une autre collectivité Action non liée	
Risques environnementaux ou sanitaires	Action inscrite dans un contrat de rivière Action visée par un profil de baignade Difficultés à mettre en place des filières d'ANC de qualité Autres	
Collectivité ayant déjà bénéficié d'une participation financière du SEBA	1 ou plusieurs dossiers retenus sur la même commune au cours des 12 derniers mois 1 ou plusieurs dossiers retenus sur la même commune au cours des 3 dernières années	
Dossiers privilégiant une approche globale	Existence d'un PLU Existence d'une carte communale	

Enfin, il est proposé la création d'une enveloppe spécifique à destination des communes très rurales :

Une enveloppe financière de ce type pourrait être dégagée au titre d'une solidarité entre ces communes et les communes un peu moins rurales du territoire. Elle serait affectée uniquement à des travaux d'eau potable. Il conviendra alors de caractériser ces communes, de fixer une enveloppe et les conditions de sa mobilisation.

Le Comité Syndical est appelé à débattre de ces propositions.

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical, à la majorité des membres présents ou représentés (2 contre : MM. Jean-François CUTTIER et Eric VEYRENC et 2 abstentions : MM. François AUDIBERT et Jean-Marie LECOSSOIS) **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME
Le Président du Syndicat,

Jean PASCAL